

Pénurie de personnel en santé

Les syndicats accusent le ministre Bolduc de prendre la situation à la légère

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Devant la pénurie de personnel qui promet de s'aggraver dans le secteur de la santé d'ici cinq ans, les syndicats des travailleurs de ce secteur accusent le ministre Yves Bolduc de prendre la crise à la légère.

Selon les données obtenues par La Presse canadienne publiées lundi dans *Le Devoir*, la pénurie d'infirmières auxiliaires explosera de 900 %, alors que celle de préposés aux bénéficiaires et de travailleurs sociaux triplera. Et ce ne sont que des exemples puisque la situation se dégradera aussi pour les infirmières, physiothérapeutes, pharmaciens, psychologues et plusieurs autres.

«Lorsqu'on a entre 10 et 15 % de pénurie, quel que soit le secteur, la main-d'œuvre qui est là est capable de compenser, a répondu le ministre Yves Bolduc à La Presse canadienne. C'est un réseau où les gens sont des gens de cœur.»

Une réponse qui a «estomacqué» Dominique Verreault, la présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS). Elle juge que le ministre minimise la gravité de

la situation. *«Je trouve le ministre de la santé très, très optimiste et je pense qu'il ne tient pas compte de la réalité des travailleurs du réseau, dit-elle. Se fier aux travailleurs pour combler les lacunes lorsqu'on a entre 10 et 15 % de pénurie... Écoutez, compenser pour une journée l'absence de 10 % de nos collègues ça peut se faire, mais à long terme, c'est impossible»,* ajoutet-elle, d'autant que *«les travailleurs sont (déjà) au bout de leur rouleau pour la plupart».*

Elle précise que pour certains métiers, la pénurie ne tient pas à une insuffisance de main-d'œuvre, mais plutôt à la maigre

attraction qu'exerce le système public sur les professionnels. *«Quand ils peuvent aller vers le privé, ils le font, ça permet une plus grande flexibilité et une meilleure rémunération»,* observe Mme Verreault. Pour elle, les solutions tiennent à une bonification des conditions de travail, comme des mesures de conciliation travail-famille.

Pour la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ), le ministre Yves Bolduc *«joue à l'autruche».* Sa présidente, Claire Montour, estime qu'il *«nie la situation et se désengage de ses responsabilités sur le dos du per-*

sonnel. Nous ne pouvons plus travailler dans de telles conditions et ce sera aussi vrai dans les prochaines années», écrit-elle dans une lettre envoyée aux médias hier. Elle estime illusoire de compter sur un redoublement d'effort du personnel restant pour compenser la pénurie: *«Bien sûr qu'ils sont des gens de cœur et même de passion, mais de là à se saigner à blanc; ils sont épuisés par le travail et exténués de voir qu'on leur confie, à eux seuls, le sort du Réseau de la santé et des services sociaux.»*

Le Devoir

PÉNURIE DE PERSONNEL EN SANTÉ

Les professionnels et technologues inquiets

SARA CHAMPAGNE

Les psychologues, technologistes médicaux, physiothérapeutes, travailleurs sociaux et ergothérapeutes du réseau de la santé demandent au ministre Bolduc de se retrousser les manches pour mettre un frein à la pénurie de main-d'œuvre dans leur domaine. Inquiète des dernières données provenant du gouvernement à cet égard, la présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Dominique Verreault, parle d'une « hémorragie ».

Il est prévu qu'on ne pourra pourvoir à 10 % des postes de psychologues cette année, soit 236 sur 2000. On prévoit que ce chiffre sera presque doublé

en 2013-2014. Interrogé à ce sujet, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a déjà prévenu à maintes reprises qu'il faut faire plus avec moins. « Mais si rien n'est fait pour contrer cette pénurie, les réductions de services s'aggraveront et les listes d'attente s'allongeront », a prévenu M^{me} Verreault, de l'Alliance représentant 27 000 personnes.

La question risque de rebondir à Québec au cours des prochaines semaines puisque des comités prévus en vertu de la nouvelle convention collective seront formés. L'APTS désire entre autres des mesures sur la conciliation travail-famille, et sur l'attraction et la rétention du personnel. Puisque, présentement, il est beaucoup plus alléchant pour un psychologue, par exemple, de travailler dans le privé.